

Pétitions

[Traduction]

LA VENTE DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une pétition signée par un grand nombre de Canadiens. C'est sans doute la première de nombreuses pétitions à venir. Elle proteste contre la vente de de Havilland à une société qui a son siège à l'étranger. En outre, elle demande que le ministre et le gouvernement rendent public l'accord qui, semble-t-il, a été signé avec Boeing, pour que tous les Canadiens puissent savoir de quoi il retourne dans cette affaire.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE—LA DÉDUCTION DES REVENUS DE PENSION

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'ai deux groupes de pétitions à présenter. Le premier concerne le programme d'assurance-chômage. Ces pétitions sont signées par des citoyens d'Orillia, en Ontario; par des personnes de Stratford, en Ontario; par des adhérents du syndicat des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce de l'Ontario; par des habitants de Dryden, en Ontario, ainsi que du nord-ouest de l'Ontario; et par des résidents de Toronto. Tous les signataires demandent au gouvernement de revenir sur son intention de considérer le revenu de pension comme revenu gagné pour les fins du régime d'assurance-chômage, car cette disposition est censée entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, mon second groupe de pétitions émane de citoyens du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, de Terre-Neuve et de la Colombie-Britannique. Tous les signataires condamnent la décision gouvernementale de désindexer les allocations familiales. Ils demandent au gouvernement de rétablir intégralement l'indexation des allocations familiales.

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, j'ai des pétitions portant sur deux sujets distincts. Le premier groupe de pétitions vient de Regina, en Saskatchewan, de North York et Downsview, en Ontario, et de Victoria en Colombie-Britannique. Il y a là 175 à 200 pétitionnaires qui demandent humblement à la Chambre et au gouvernement de conserver l'indexation intégrale des allocations familiales et d'annuler les augmentations injustes d'impôts.

LE SERVICE DE TRAVERSIERS ENTRE LE NOUVEAU-BRUNSWICK ET L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, on m'a aussi remis des pétitions contenant plusieurs centaines de noms et portant sur un sujet entièrement différent. Ce sont des résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse qui demandent au Parlement et au gouvernement du Canada de rétablir l'ancien horaire des traversiers reliant Borden, dans l'île du Prince-Édouard, et Cap-Tormentin au Nouveau-Brunswick, et d'assurer les mêmes services qu'auparavant.

● (1210)

LA PLEINE INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, je me prévaux moi aussi de mon droit de présenter des pétitions au Parlement. La première s'intitule: «Justice pour les familles avec enfants», et elle est signée d'un grand nombre de résidents de North York. Ceux-ci réclament le rétablissement de la pleine indexation des allocations familiales.

J'en ai une autre de citoyens de Vancouver qui réclament aussi le rétablissement de la pleine indexation des allocations familiales.

Également, de nombreux pétitionnaires de Coquitlam et de Burnaby réclament la même chose, ainsi que des citoyens de St. George.

M. le Président: A l'ordre! Je crois que toutes ces pétitions ont le même objet. Le député devrait se contenter d'en indiquer la provenance.

M. de Jong: La dernière porte sur le même sujet et elle est signée de citoyens de Lake Lenore en Saskatchewan.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai un certain nombre de pétitions concernant la désindexation des allocations familiales. Dans la première qui provient de Brampton, Mississauga, Don Mills et Bramalea, en Ontario, les signataires réclament la pleine indexation des allocations familiales et demandent au gouvernement d'annuler les hausses de taxes injustes.

La deuxième est signée de Wai Kay Lai, Sin Fa Lai, K. K. Lai et de Wai-Keung Lai. Ce sont des membres d'une famille sino-canadienne de ma circonscription qui s'opposent à la désindexation des allocations familiales qui affectera surtout les familles pauvres. De nombreuses familles d'immigrants comptant beaucoup d'enfants, seront particulièrement touchées.

La suivante provient de la localité de Grandview située dans Vancouver-Est. On y dit que la désindexation des allocations familiales ne sera pas compensée par le crédit d'impôt pour enfants, et qu'elle affectera surtout les familles monoparentales.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Je crois que toutes ces pétitions portent sur le même sujet. La députée doit se contenter d'indiquer l'objet, et ensuite la provenance des différentes pétitions.

Mme Mitchell: Monsieur le Président, la prochaine est différente. Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes de rétablir la pleine indexation des allocations familiales et les crédits d'impôt pour enfants.

M. le Président: A l'ordre, je vous prie. Je viens de dire à la députée qu'elle devrait se contenter d'indiquer dans ce contexte d'où proviennent les pétitions. Sinon, c'est de l'obstruction systématique. Je lui demande donc en 10 secondes de nous en indiquer l'origine.